



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°74 – 25 septembre
2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 22 septembre.

À BAS LE RÉGIME ! POUVOIR ASSASSIN ! À BAS LA RÉPRESSION !

À BAS LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES !

**LES DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE
(SYNDICATS ET PARTIS) DOIVENT ROMPRE AVEC LE RÉGIME, LA BOURGEOISIE
ET SES SUPPLÉTIFS !**

**FACE À LA RÉPRESSION MASSIVE ET SANGLANTE, LA RESPONSABILITÉ DU
COMITÉ POUR LA RÉAPPROPRIATION DE L'UGTA ET DE LA CSA : APPELER
À LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

Bravant tous les espoirs du régime et de la bourgeoisie qui tablaient sur le reflux des manifestations, la mobilisation des travailleurs et les jeunes est non seulement restée constante mais connaît depuis la rentrée un regain et une radicalisation sans précédent. Aujourd'hui, c'est le sommet de la hiérarchie militaire à travers la personne de Gaïd Salah qui est directement visé à travers les slogans des manifestations.

Pourtant la feuille de route du régime semble se poursuivre comme si de rien n'était. Et on assiste à un tournant dans l'amplification de la répression, allant jusqu'au meurtre de manifestants, marquant la détermination du régime à écraser violemment la classe ouvrière et la jeunesse !

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : GAÏD SALAH PERSISTE ET SIGNE

« Nous considérons qu'il est opportun de convoquer le corps électoral le 15 du mois de septembre courant, et que l'élection présidentielle puisse se tenir dans les délais fixés par la loi. »

C'est dans ces termes que s'exprimait le chef d'état-major des armées dans un discours en date du 3 septembre, montrant qu'il entend poursuivre coûte que coûte sa feuille de route visant à rétablir le régime par le biais de cette élection. Depuis, le dispositif se met en place avec le vote des lois sensées organiser l'élection présidentielle, la convocation du corps électoral en date du 15 septembre pour une élection prévue le 12 décembre.

A Tamanaraset, le 18 septembre Gaïd Salah a donné de nouvelles instructions à la gendarmerie nationale : interdire l'accès à Alger des manifestants, multiplier les arrestations.

Gaïd Salah et la hiérarchie militaire le savent : les élections ne peuvent avoir lieu si ce n'est au prix d'une répression massive pouvant aller jusqu'au bain de sang. Déterminés, ils préparent l'affrontement, en plaçant le pays en état de siège.

L'assassinat de trois jeunes à Oued Rhiou indique clairement comment le régime veut en finir avec le Hirak. C'est le prélude à une prochaine étape qui sera celle de la répression et des balles sur les manifestants.

CRISE ÉCONOMIQUE, INJONCTIONS DU FMI, LE RÉGIME DOIT FRAPPER

Le gouvernement a étudié, ce mercredi 11 septembre, l'avant-projet de Loi de finances 2020, annonce le Premier ministre dans un communiqué. Le gouvernement prévoit une baisse de 9,2% des dépenses publiques l'année prochaine, avec une coupe sévère dans les dépenses d'équipements (-20,1 %) et une légère baisse des dépenses de fonctionnement (1,2 %).

Le gouvernement prévoit d'alléger la règle dite des 51/49 sur l'investissement étranger avec une levée des restrictions qui concernent les « secteurs non-stratégiques ». Derrière cette disposition, il s'agit d'en finir avec toutes les entraves, aussi faibles soient-elles, au pillage des ressources du pays au profit des grands trusts des puissances impérialistes. Le gouvernement n'écarte pas la possibilité de recours à l'endettement extérieur pour financer les « projets d'infrastructures rentables », en réalité de

soumettre totalement l'économie algérienne aux diktats de l'impérialisme.

La crise sans précédent qui ravage l'économie algérienne du fait de la baisse des cours du pétrole -malgré le rebond tout provisoire de ces derniers jours - ne laisse plus la moindre marge de manœuvre au régime. Et ce qui se profile, ce sont des mesures qui risquent, si elles se mettent en œuvre, de faire passer le prolétariat et la jeunesse de la pauvreté à la quasi-famine. Remise en cause des subventions aux produits de première nécessité, remise en cause du droit à la retraite, réforme de la sécurité sociale, autant de mesures qui n'attendent que le rétablissement du régime pour être mises en œuvre.

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement a d'ores et déjà engagé l'offensive en vue de privatiser ou de liquider purement et simplement ce qui reste des entreprises publiques.

Nous évoquons dans une précédente déclaration la situation d'ENIEM, victime d'un véritable lock-out organisé par le pouvoir, qui a duré plusieurs mois et qui a failli conduire à la liquidation l'entreprise.

Nous pouvons aussi citer l'entreprise Sonelgaz, qui est en train de faire l'objet de mesures de filialisation, conduisant à terme à la liquidation de l'entreprise.

Quant au complexe Sider d'El Hadjar, *El Watan* indique dans un article du 7 septembre :

« L'usine est quasiment à l'arrêt depuis plusieurs jours et le haut fourneau (HF) n°2 ne produit plus. Une grande partie du staff dirigeant est en congé, les 4 500 sidérurgistes sont inquiets et une ambiance pesante règne au sein de l'entreprise.

Tel est le désolant état des lieux qui prévaut actuellement à Sider El Hadjar. Djemaï Réda, le secrétaire général du syndicat, lance l'alerte rouge en appelant les autorités concernées à intervenir, car, pour lui, la situation est catastrophique et risque de dégénérer pour devenir incontrôlable. "Le danger d'une totale paralysie de l'usine n'est plus menaçant ou imminent, il est présent, dépassant même les lignes rouges. La catastrophe est désormais annoncée", a alerté, jeudi, le représentant des travailleurs dans un communiqué rendu public. »

Au-delà de la situation économique de ces entreprises, il s'agit de s'en prendre à des secteurs-clefs du prolétariat algérien, dont on sait qu'ils occupent une place décisive dans la mobilisation révolutionnaire en cours.

Mais pour mettre en œuvre les attaques contre le prolétariat et ses conditions élémentaires d'existence, le régime en place et la hiérarchie militaire doivent absolument en finir avec le Hirak qui n'a que trop duré. C'est le sens du maintien coûte que coûte de l'échéance présidentielle quel qu'en soit le prix !

UNE RÉPRESSION ACCRUE CONTRE LES MANIFESTANTS

L'arrestation de Lakhdar Bouregaa, Samir Belarbi, Fodil Boumalacelle, celle récente de Karim Tabou, ancien dirigeant du FFS, dans des conditions que l'on peut assimiler à ce qui se passait dans les pires périodes de la dictature au Chili, ce ne sont que les plus connues des nombreuses arrestations arbitraires de militants anonymes durant la dernière période.

Aujourd'hui, des centaines de travailleurs et de jeunes se retrouvent embarqués dans les fourgons de la gendarmerie et traduits devant une justice aux ordres, avec des chefs d'inculpation allant jusqu'à l'atteinte à la sûreté de l'État.

Comment comprendre que malgré la mobilisation et la détermination immense du prolétariat et de la jeunesse, AGS et son régime puissent non seulement se maintenir mais prétendre avancer dans leur feuille de route ?

Il faut le dire, le régime n'est en capacité d'agir que grâce à la complicité des différentes forces politiques, en particulier celles qui se réclament de la classe ouvrière et de la jeunesse. Les travailleurs, les jeunes peuvent le constater : plus ces forces politiques appellent au « dialogue », plus Gaïd Salah et la hiérarchie militaire se sentent confortés dans la politique de répression allant jusqu'à l'assassinat !

TOUTES LES INITIATIVES DE DIALOGUE N'ONT VISÉ ET NE VISENT QU'À PÉRENNISER LE SYSTÈME

Durant tout l'été, ces forces n'ont cessé de manœuvrer dans la perspective d'établir le pont du dialogue avec le régime.

Multiplications de forums, de conférences, dont le seul objectif était de permettre la transition et de redonner la main au pouvoir. Parmi les différentes forces en présence, il est inutile de s'attarder sur le Forum pour le changement, qui est une émanation directe du pouvoir.

Concernant le Forum de la société civile, vertébré par la CSA, il n'a eu de cesse d'œuvrer à établir un pont avec le régime, par l'intermédiaire notamment de Lyes Merabet qui a déclaré vouloir mettre en sommeil l'activité syndicale de la CSA !!!

Quant à l'Alternative démocratique, composée des FFS, RCD, PST, PT, MDS, UCP..., elle conclut un pacte dont la caractéristique est qu'il entérine le renoncement au mot d'ordre d'assemblée constituante souveraine, c'est-à-dire tout mot d'ordre substituant à la dictature militaire la souveraineté populaire. La réalité, c'est que cette alliance entre partis bourgeois avec les organisations se

réclamant des intérêts de la classe ouvrière n'a qu'une fonction : s'inscrire dans une transition dont l'objectif est de faire refluer le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse, permettant ainsi au régime de se rétablir pour prendre l'offensive.

Pour s'en convaincre, il suffit de se référer à la déclaration du PST, suite au discours de Gaïd Salah sur la tenue des élections. Dans cette déclaration, la direction du PST en appelle à un référendum «*pour trancher une fois pour toute entre une élection présidentielle, dans le cadre de la Constitution et les institutions actuelles du régime Bouteflika, et une transition démocratique permettant l'élection d'une Assemblée Constituante Souveraine, représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité du peuple algérien, qui élaborera une nouvelle Constitution pour notre pays.* »

Comme si les millions de manifestants n'avaient pas déjà dit qu'ils ne voulaient pas d'une élection présidentielle dans le cadre de la constitution !

Autant dire qu'il s'agit de permettre à Gaïd Salah de poursuivre sa feuille de route en la faisant valider par un référendum, dans la plus pure tradition des régimes de type bonapartiste !!!!

EN FINIR AVEC LE RÉGIME NÉCESSITE D'IMPOSER LA RUPTURE DES ORGANISATIONS ET PARTIS DE LA CLASSE OUVRIÈRE AVEC LE POUVOIR

La mobilisation reste intacte et se radicalise

Le compte-rendu fait par le journal *Liberté* de la 28^e mobilisation des étudiants en donne l'illustration :

« *Les étudiants, appuyés par des riverains et des citoyens de passage, manifestent par milliers, pour ce 28^e mardi de marche, à Alger...*

Les manifestants, qui ont entamé leur marche à partir de la Place des Martyrs, se sont dirigés vers le siège de l'Assemblée populaire nationale (APS), en passant par le Square Port Saïd, la Place l'Emir Abdelkader, le boulevard Mustapha Benboulaïd et enfin la rue Asselah Hocine où ils ont brisé un imposant cordon sécuritaire.

C'est donc à hauteur du boulevard Zighout Youcef que les étudiants assiègent pratiquement, depuis midi, le bâtiment de l'Assemblée, où une séance plénière marquant l'ouverture de la session parlementaire est en cours. Ils scandent "irhalou, irhalou (dégagez, dégagez)" »

Contre la répression, les travailleurs et la jeunesse de Batna montrent la voie

Le 30 août, ce sont des milliers de travailleurs et de jeunes qui ont manifesté à Batna.

Les manifestants ont libéré des détenus qui ont été parqués au commissariat de Batna parce qu'ils portaient l'emblème Amazigh.

Des centaines de manifestants se sont dare-dare rassemblés devant le commissariat jusqu'à la libération des personnes arrêtées.

Les réactions se multiplient dans les manifestations pour empêcher la police d'interpeller les manifestants comme ce fut le cas à Alger pour la 30^e manifestation des étudiants. *El Watan* relate :

« *A la place Audin, les policiers, ayant conduit un marcheur dans un bus, ont été contraints, sous la pression populaire, de le libérer quelques instants après. Mais beaucoup d'autres n'ont pas eu cette chance. Selon des informations, une vingtaine de manifestants, dont des étudiants, ceux arrêtés avant l'entame de la marche, vont être présentés aujourd'hui devant le procureur général. Lors de ce 30^e mardi des étudiants, les manifestants ont repris les slogans habituels. Ils ont notamment tenu à exprimer leur rejet du processus électoral en cours. "Makanch intikhabat maâ el issabat" (Pas d'élections avec les bandes), ont-ils scandé. D'autres ont exprimé le même avis via des pancartes : "Son Excellence le peuple vous dit : ces élections sont périmées." Sur une autre, il est écrit : "12 décembre : je ne boycotterai pas les élections, parce que le peuple va les faire annuler !" »*

Cela met immédiatement à l'ordre du jour la question de l'autodéfense des manifestants et de la mise en place de services d'ordre permettant d'empêcher la police d'embarquer ces derniers.

Mais le problème majeur auquel sont aujourd'hui confrontées la classe ouvrière et la jeunesse, c'est la collaboration des organisations qui prétendent les représenter et qui constituent de fait le rempart du régime.

Les élections ne doivent pas avoir lieu ! Il faut combattre pour imposer à la CSA , au comité de réappropriation de l'UGTA qu'ils se prononcent sans ambiguïté pour le boycott des élections et qu'ils s'engagent à l'organiser au cas où elles auraient lieu.

Il faut imposer à la CSA et au comité de réappropriation de l'UGTA qu'ils appellent sans délai à la grève générale pour en finir avec le régime et incluant les revendications immédiates de la classe ouvrière : défense inconditionnelle des libertés démocratiques ! (libération des prisonniers politiques, droit de manifester, droit d'expression, libertés syndicale et politique), pas une seule fermeture d'usine ! Pas une suppression de poste ! À bas la loi de finances de dépeçage de l'économie au profit de l'impérialisme !

C'est le seul moyen qui permettra d'ouvrir la voie à l'expression de la souveraineté du peuple à travers l'élection d'une Assemblée nationale souveraine, organisée sous le contrôle des masses en lutte, pour la constitution d'un gouvernement des organisations de la classe ouvrière !!!

C'est sur cet axe que combattent aujourd'hui les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste ».

LES MILITANTS REGROUPÉS AUTOUR DE « MAGHREB SOCIALISTE » N'ONT PAS D'AUTRES INTÉRÊTS QUE CEUX DES MASSES EN LUTTE CONTRE LE RÉGIME.

C'EST POURQUOI, ILS MILITENT :

- POUR LA CHUTE DU RÉGIME, LA SATISFACTION DE TOUTES LES REVENDICATIONS DÉMOCRATIQUES, EN PARTICULIER L'ÉLECTION D'UNE ASSEMBLÉE NATIONALE SOUVERAINE

- POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS OUVRIÈRES, CE QUE SEULE PERMETTRA LA CONSTITUTION D'UN VÉRITABLE GOUVERNEMENT OUVRIER EN EN FINISSANT AVEC LA DOMINATION IMPÉRIALISTE, EXPROPRIANT LES GRANDS GROUPES CAPITALISTES, ORGANISANT LA PRODUCTION EN FONCTION DU BESOIN DES MASSES

- IMMÉDIATEMENT, POUR L'UNITÉ DES RANGS OUVRIERS, LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES OUVRANT SUR LA CONSTITUTION D'UNE CENTRALE OUVRIÈRE UNIQUE INDÉPENDANTE DE L'ÉTAT ET DE LA BOURGEOISIE, ET DÉMOCRATIQUE

- POUR LA CONSTITUTION D'UN VÉRITABLE PARTI OUVRIER

- EN L'ABSENCE DE CE DERNIER, AUJOURD'HUI, POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS SYNDICALES

LES TRAVAILLEURS ET JEUNES QUI PARTAGENT CES OBJECTIFS OU QUI VEULENT EN DISCUTER SONT INVITÉS À PRENDRE CONTACT :

maghrebsocialiste@free.fr